

DEPARTEMENT
ARDECHE

ARRONDISSEMENT
LARGENTIERE

CANTON
VILLENEUVE DE BERG

COMMUNE DE VILLENEUVE DE BERG

DELIBERATION N°2013-052

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL

DU CONSEIL MUNICIPAL

Du 24 juin 2013

007-210703419-20130624-2013_D052-DE

NOMBRE

de conseillers en exercice : 19

de présents : 16

de votants : 17

OBJET :

Elaboration Aire de mise
en valeur de
l'Architecture et du
Patrimoine (AVAP) :
Bilan de la concertation
et arrêt du projet AVAP

Le Maire certifie que le
compte rendu de cette
délibération a été affiché à la
porte de la Mairie et que la
convocation du Conseil
Municipal avait été faite.

**Affiché en Mairie le
28 juin 2013**
**Transmis en Préfecture le
28 juin 2013**

L'an deux mil treize, le vingt quatre juin,
le Conseil Municipal de la Commune de VILLENEUVE DE BERG
étant réuni au lieu ordinaire de ses séances, après convocation légale,
sous la présidence de Monsieur le Maire, Claude PRADAL,
Etaient présents : MM. PRADAL, AUDIGIER, AUBERT, ROTGER,
NOUELLE, MARIJON, PASCAL, GANIVET, LAURENT, DUBOIS,
NICOLAS, PERROT, BROUSSET, DELEAGE, FARAUD,
DUCHARME

Etaient excusés : MM,
CHAUSSE, SCHOWING, ASTIER,

Les conseillers ci-après avaient délégué leur mandat respectivement à :
CHAUSSE à DUCHARME

Etaient absents non excusés : MM.

L'assemblée communale procède, conformément à l'article L 2121-15 du Code
Général des Collectivités Territoriales, à l'élection d'un secrétaire pris au sein du
Conseil Municipal, Monsieur Christian AUDIGIER a été élu pour remplir les
fonctions de secrétaire.

Le Maire rappelle à l'assemblée communale que la commune s'est engagée
dans la démarche d'élaboration d'une Zone de Protection du Patrimoine
Architectural Urbain et Paysager (ZPPAUP) (délibération n°2008-43 du
02.06.2008).

Pour mémoire, le Maire rappelle que le Conseil Municipal a décidé la mise à
l'étude d'une Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine
(AVAP) en remplacement de la ZPPAUP suite à l'instauration de ce nouveau

dispositif par la loi n°2010-788 du 12 Juillet 2010 *portant Engagement National pour l'Environnement*, loi
ENE dite Grenelle II (délibération n°2010-111 du 25.11.2010). Les modalités de la concertation et la
création d'une instance consultative, « commission locale de l'AVAP », ont été adoptées par l'assemblée
communale lors de cette même séance.

Le projet d'AVAP a fait l'objet d'un premier avis favorable lors de la réunion de la commission locale du 24
octobre 2012 et d'un premier arrêt en conseil municipal du 25 février 2013 (délibération n°2013-18) ; il a
ensuite été transmis à la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) – service Architecture
(Monsieur Yves BELMONT). Par courrier en date du 06 Mars 2013, la DRAC demandait à la commune
d'apporter des compléments au dossier. Le dossier corrigé a été présenté à la commission locale de l'AVAP
lors d'une réunion en date du 18 Juin 2013 ; le projet d'AVAP tel que présenté n'a appelé aucune
observation de la part des membres de la commission locale et a recueilli un avis favorable.

Dès lors, il convient aujourd'hui de tirer le bilan de la concertation et « d'arrêter » le projet d'AVAP en
application de l'article L642-3 du Code du Patrimoine. Le projet d'AVAP « arrêté » sera ensuite soumis
pour avis à l'examen de la Commission Régionale du Patrimoine et des Sites (CRPS).

Conformément à la délibération prescrivant la mise à l'étude d'une AVAP (délibération n°2010-111 du 25.11.2010), la concertation a revêtu la forme suivante :

Moyens d'information utilisés :

- affichage des délibérations (délibération n°2008-43 du 2.06.08, délibération n°2010-111 du 25.11.10 et délibération n°2013-11 du 29.01.13)
- parutions d'articles de presse dans la rubrique locale et annonce légale,
- informations sur le panneau lumineux de la Commune
- une réunion publique avec la population (le 13.02.2013 : présentation du projet AVAP),
- articles dans le bulletin municipal
- dossier comprenant l'ensemble des pièces communicables et les copies des articles de presse, mis à jour régulièrement, disponible en Mairie aux jours et heures d'ouverture habituels au public,
- articles et pièces du dossier de projet d'AVAP consultables sur le site Internet de la Commune : www.villeneuveberg.fr

Moyens d'expression offerts au public pour engager le débat :

- un registre destiné à recevoir les observations de toute personne intéressée mis à la disposition du public à partir du 11 décembre 2008 et jusqu'au 25 février 2013 (pages numérotées)
- la possibilité d'écrire au Maire
- la réunion publique avec la population en date du 13 février 2013
- la participation de citoyens volontaires et des membres des associations du patrimoine aux réunions du groupe de travail et du comité de pilotage

Le Maire indique à l'assemblée qu'aucune observation n'a été consignée dans le registre de concertation à la disposition de la population et que la commission locale de l'AVAP n'a formulé aucune remarque sur le projet d'AVAP tel qu'il lui a été présenté lors d'une réunion en date du 24 octobre 2012.

Le Conseil Municipal est donc appelé à se prononcer sur le présent projet d'AVAP,

VU la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 *portant engagement national pour l'environnement* (loi ENE dite « Grenelle II »), notamment ses articles 28, 29 et 30,

VU le décret n°2011-1903 du 19 décembre 2011 *relatif aux aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine*,

VU la circulaire du 02 mars 2012 relative aux aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP),

VU la délibération n°2008-43 du Conseil Municipal en date du 2 juin 2008 prescrivant l'établissement d'une Zone de Protection du Patrimoine Architectural Urbain et Paysager (ZPPAUP),

VU la délibération n°2010-111 du Conseil Municipal en date du 25 novembre 2010 décidant la création d'une AVAP en remplacement de la ZPPAUP, fixant les modalités de la concertation et constituant une instance locale consultative dénommée « commission locale de l'AVAP »,

VU la délibération n°2013-11 du Conseil Municipal en date du 29 janvier 2013 apportant des précisions sur la composition de la commission locale de l'AVAP dont les élus et les personnalités qualifiées doivent être nommément désignés,

VU le projet d'AVAP tel qu'il est annexé à la présente délibération,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés :

- tire le bilan de la concertation telle que décrite ci-dessus,
- arrête le projet d'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) tel qu'il est annexé à la présente.

La présente délibération et le projet d'AVAP annexé à cette dernière seront transmis :

- à Monsieur le Préfet de l'Ardèche
- à la Direction Régionale des Affaires culturelles (D.R.A.C.) Rhône-Alpes – service architecture

Conformément à l'article L 300-2 du Code de l'Urbanisme, le dossier définitif du projet d'AVAP tel qu'arrêté par le Conseil Municipal est tenu à la disposition du public.

Conformément à l'article R 123-18 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en Mairie durant un délai d'un mois.

Pour extrait conforme
A VILLENEUVE DE BERG
Le 24 juin 2013

Claude PRADAL
Maire de Villeneuve de Berg

